

# A Lannion, le blues des salariés de Nokia

Le site breton de l'équipementier est visé par une nouvelle restructuration

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

A Lannion, on a vécu les hauts et les bas d'Alcatel depuis l'époque où l'entreprise était considérée comme un fleuron français des télécommunications. Son installation en Bretagne nord, à partir des années 1970, s'inscrivait dans un processus de décentralisation industrielle typique de la France d'après-guerre. A leur apogée, dans les années 1980 et 1990, l'entreprise et ses filiales ont employé près de 2500 personnes dans le Trégor. Depuis, la concurrence internationale s'est exacerbée. Les PDG se sont succédé. Un enchaînement d'erreurs stratégiques a amené Alcatel à « décrocher » progressivement, jusqu'à la fusion avec l'Américain Lucent, en 2006, puis au rachat par le géant finlandais Nokia. Le site totalise désormais un peu moins de 800 salariés, en grande majorité des ingénieurs hautement qualifiés.

Chantal Le Corvellec, secrétaire du syndicat CGT, a été embauchée par Alcatel en 1981. « A l'époque, il y avait une énergie, une dynamique, dit-elle. Les augmentations étaient générales et non individualisées. Les reconversions étaient anticipées... L'entreprise était plus humaine. Aujourd'hui, mes "collègues" se trouvent aux USA. Mon manager est en Allemagne. Je travaille avec lui depuis quatre ans, mais je ne l'ai jamais rencontré. Je fais mes entretiens individuels annuels par Skype, en anglais. »

M<sup>me</sup> Le Corvellec, 55 ans, fait partie des 91 salariés lannionnais potentiellement concernés par le dernier plan social. Elle officie dans la fonction « support » de

l'entreprise. Au total, 597 postes doivent être supprimés d'ici à 2019 dans deux sites français du groupe (l'autre est à Saclay), pour un effectif national de 5200 personnes. Pourtant, assurent les syndicats, le travail ne manque pas. Les uns évoquent les « lumières allumées dans les bureaux parfois jusqu'à 20 heures », les autres « les collègues qui font des astreintes toutes les semaines » ou encore « les ordinateurs qu'on emmène à la maison ». « Le droit à la déconnexion, chez Nokia, on ne connaît pas ! », s'exclame Jean-François Schmitt, délégué CFE-CGC.

## « Une vraie casse sociale »

Pourquoi, dès lors, supprimer des emplois ? La direction a invoqué une nécessaire « réduction des coûts » suite aux pertes enregistrées en 2016 (912 millions d'euros). Le service communication du groupe a indiqué au Monde que les responsables n'avaient « rien de plus à ajouter ». Il a confirmé, cependant, que les suppressions de postes doivent être effectuées à la faveur de « regroupements vers des hubs régionaux (...), notamment en Hongrie », où le coût du travail est moins

élevé qu'en France. Une « injustice » de plus, aux yeux des syndicats, qui évoquent le parachute doré de 7,9 millions d'euros touché par Michel Combes, directeur général d'Alcatel, après son départ du groupe en 2015, ainsi que les dividendes récemment versés aux actionnaires de Nokia (972 millions d'euros en 2016).

Les représentants du personnel affirment vouloir s'opposer au plan de licenciements pour, au minimum, limiter le nombre de suppressions de postes. « Nous craignons une vraie casse sociale, explique Jean-François Schmitt. On sait que ce sera très compliqué, pour les gens qui ne peuvent pas se reconvertir dans le secteur recherche et développement, de retrouver du travail à Lannion. »

Avec l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme, les nouvelles technologies constituent l'un des piliers du bassin d'emploi lannionnais, « petite Silicon Valley » d'environ 100 000 habitants. Le territoire, labellisé French tech, compte 3500 chercheurs et ingénieurs. Des PME de niveau mondial, notamment dans le domaine de

**Le site totalise  
un peu moins de  
800 salariés, en  
grande majorité  
des ingénieurs  
hautement  
qualifiés**